



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1430

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Bernard Roman.

M. Bernard Roman. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Depuis deux ans maintenant, le Gouvernement a engagé une politique économique volontariste, ambitieuse pour la croissance et l'emploi. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste.) Permettez-moi, mes chers collègues, de vous dire que ces bons résultats expliquent partiellement la confiance accordée par le peuple français à son gouvernement et à sa majorité. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.) Les résultats révisés qui ont été publiés par l'INSEE en fin de semaine dernière démontrent que la croissance française est...

M. René André. Pitoyable !

M. Bernard Roman. ... aujourd'hui non seulement la plus forte parmi les quatre grands pays européens,...

M. Thierry Mariani. En impôts !

M. Bernard Roman. ... mais surtout, contrairement à ce que l'on entend ici et là, la plus créatrice d'emplois. Mais la croissance ne suffit pas. Pour la gauche, la question de la répartition de ses fruits est essentielle. Le partage de la valeur ajoutée, très défavorable aux salariés depuis vingt ans,...

M. Maxime Gremetz. C'est vrai !

M. Bernard Roman. ... semble aujourd'hui s'inverser d'après les indications de l'INSEE. Pour les Français, cela veut dire plus d'emplois,...

M. Maxime Gremetz. Ce n'est pas vrai !

M. Bernard Roman. ... plus de pouvoir d'achat, même si nous savons qu'il reste beaucoup à faire. Alors que la droite, le libéralisme préservent d'abord les intérêts financiers,...

M. Charles Ehrmann. Lamentable !

M. Bernard Roman. ... nous disons clairement, avec toute la gauche, qu'il ne peut y avoir de progrès économiques sans progrès social.

M. Charles Ehrmann. Provocateur !

M. Bernard Roman. Les chiffres publiés jeudi semblent valider notre démarche. Pouvez-vous, monsieur le ministre, nous le confirmer ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialistes. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Mesdames, messieurs les députés, comme chacun l'a reconnu en l'écoutant, M. Roman a raison (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants) de dire que la croissance dans notre pays est supérieure à la fois à celle que nous avons connue depuis dix ans et à celle de nos principaux partenaires,...

Un député du groupe du Rassemblement pour la République. Comme les impôts !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... les Anglais, les Allemands, les Italiens. Ce faisant,

nous mettons fin d'ailleurs à une double exception française car, au cours de ces dix ans, la croissance a été plus faible, mais elle était aussi plus faible que celle de nos voisins. Chacun ici doit donc se réjouir de ce que la France soit aujourd'hui, en termes de croissance, celui des plus grands pays qui va le mieux.

Mais si cela s'arrêtait là, nous n'aurions pas rempli notre contrat. Il faut aussi que la répartition des fruits de cette croissance soit différente. Selon les chiffres publiés il y a quelques jours par l'INSEE, 80 000 emplois ont été créés au cours du premier trimestre alors même que la croissance était plutôt moins forte que l'année dernière, qui font suite aux 300 000 emplois créés dans le secteur marchand en 1998. Ces chiffres montrent que l'emploi est le premier bénéficiaire de la croissance retrouvée.

Mais il n'y a pas que l'emploi. Le pouvoir d'achat est au rendez-vous aussi. En 1998, l'ensemble des revenus du travail s'est accru de 3,4 % en pouvoir d'achat et le SMIC a augmenté de plus de 5 % depuis deux ans.

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Mesdames, messieurs les députés, sondez votre mémoire: quand le pouvoir d'achat du SMIC a-t-il, pour la dernière fois, augmenté de 5 % en deux ans ? Cela fait plus de vingt ans ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Nous arrivons ainsi au point crucial de la question de M. Roman. Le partage de la valeur ajoutée, c'est-à-dire de la richesse créée par le pays, se dégradait depuis vingt ans: de moins en moins pour les salariés, de plus en plus pour les profits. Il s'est maintenant stabilisé grâce à une politique que le Gouvernement a voulue, avec, par exemple, le transfert de la CSG des revenus du travail vers les revenus du capital, ou bien l'amélioration du SMIC que j'évoquais à l'instant.

M. Francis Delattre. Garcimore !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. C'est un point très important sur lequel j'attire l'attention de l'Assemblée: la pente qui faisait que la part dévolue aux salariés dans la richesse produite s'affaiblissait année après année s'est interrompue en 1998. Il en sera de même en 1999. La part des salariés s'est stabilisée et remontera éventuellement à l'avenir.

Quelles conclusions en tirer ? Que nous sommes dans la ligne que le Premier ministre, Lionel Jospin, s'est fixée lorsqu'il déclarait que nous voulions une «société du travail». Pour la première fois depuis bien longtemps dans notre pays, l'idée que le chômage puisse baisser durablement et massivement, même s'il faut du temps pour cela, est devenue crédible. Et sans doute les Français s'en rendent-ils mieux compte aujourd'hui qu'hier.

C'est le résultat de la politique que le Gouvernement a voulue. Certains ont cru, en entendant cette question, qu'elle était un peu prévue de ma part. («Mais non ! Pas du tout !») sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) C'est sans doute, mesdames, messieurs les députés, que vous avez perdu l'habitude qu'au sein d'un groupe, de la majorité ou de l'opposition, on puisse s'entendre et pas uniquement se chamailler ! (Exclamations sur les mêmes bancs.) Le Gouvernement et sa majorité suivent la même politique, et elle donne les résultats que je suis heureux de vous voir saluer. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Bernard Roman](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1430

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 juin 1999, page 5817

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 juin 1999